

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	731
CABINET DU PREFET	731
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>731</i>
EXAMEN DE SECOURISME - CERTIFICAT DE FORMATION AUX ACTIVITES DE PREMIERS SECOURS EN EQUIPE	
DU JEUDI 11 MAI 2006-06-09 - PROCES VERBAL N° 7/2006	731
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	731
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>731</i>
COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AL 42 EN VUE DE LA REALISATION D'UN PROJET DE LOTISSEMENT	
A USAGE D'HABITATION ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	731
COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AL 42 EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ENQUETE PARCELLAIRE	731
COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349 EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT -	
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	732
COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349 EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ARRETE DE CESSIBILITE	733
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>733</i>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL -	
NANCY CAMPAGNE	733
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE -	
CANTON DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	734
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	734
<i>TROISIEME BUREAU</i>	<i>734</i>
ARRETE HABILITANT M. CLAUDE GODFRIN, COMMISSAIRE PRINCIPAL HONORAIRE RESERVISTE DE LA POLICE NATIONALE,	
A REPRESENTER LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	734
ARRETE HABILITANT M. LAURENT NICOLAS, OFFICIER DE RESERVE DANS LA GENDARMERIE NATIONALE, A REPRESENTER	
LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	734
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	735
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>735</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE AU SYNDICAT	
DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE54) AINSI QUE LA MODIFICATION DE LA DUREE DU MANDAT	
DES MEMBRES DU BUREAU	735
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	736
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE	736
ARRETE N° 2006 DISAS-SHD/195 DESIGNANT LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS ET DE L'AUTONOMIE (C.D.A.)	736
ARRETE N° 2006 MODIFIANT L'ARRETE CONJOINT DU 18 SEPTEMBRE 2002 AUTORISANT LA TRANSFORMATION EN	
ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES ET L'EXTENSION DE CAPACITE DE LA MAISON DE	
RETRAITE « LES LILAS » A JARNY	737
ARRETE N°2006 AUTORISANT L'ASSOCIATION « VILLA SAINT PIERRE FOURIER » A TRANSFORMER LA VILLA SAINT PIERRE	
FOURIER EN UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD) APRES TRANSFERT DANS	
DE NOUVEAUX LOCAUX	738
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	739
<i>SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE</i>	<i>739</i>
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3289 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LA FONTAINE	
DE LINCOURT » GEREE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE EINVILLE AU JARD	739
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3290 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "SŒUR JULIE"	
DE GERBEVILLER	739
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3291 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LE HAUT DU	
BOIS" DE JARVILLE	740
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3292 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME	
"JEAN-FRANÇOIS FIDRY" DE LABRY	741
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3293 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LA ROSERAIE"	
DE LONGUYON	742
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3294 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY	743
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3295 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR	743
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3296 FIXANT POUR 2006 LA	
DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME	
"NOTRE MAISON" DE NANCY	744

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3297 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME SAINT FRANÇOIS D'ASSISE DE PONT A MOUSSON.....	745
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3298 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES-AUX-SALINES.....	746
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3299 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT.....	746
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3300 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE.....	747
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3301 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE BAYON.....	748
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3302 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « RESIDENCE POINCARÉ » DE BOUXIERES AUX DAMES.....	749
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3303 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE "LES GRANDS JARDINS" A COLOMBEY-LES-BELLES.....	749
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3304 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE DOMBASLE-SUR-MEURTHE.....	750
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3305 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH" A ESSEY-LES-NANCY GEREE PAR LA FONDATION VINCENT DE PAUL.....	751
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3306 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "BEAU SITE" DE HAROUÉ.....	752
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3307 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES LILAS » DE JARNY GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR.....	752
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3308 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES BRUYERES" DE JOUDREVILLE.....	753
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3309 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE "L'OSERAIE" A LAXOU.....	754
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3310 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE THERESE" DE LUDRES.....	755
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3311 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "NOTRE DAME DU BON REPOS" DE MAXEVILLE.....	755
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3312 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SIMON BENICHO" DE NANCY.....	756
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3313 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT JOSEPH » GEREE PAR DOCTRINE CHRETIENNE A NANCY.....	757
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3314 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT REMY" DE NANCY.....	758
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3315 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT SAUVEUR" DE NANCY.....	758
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3316 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES IRIS » DE ONVILLE GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR.....	759
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3317 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES SABLONS" DE PULNOY.....	760
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3318 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LA COMPASSION" DE SAINT FIRMIN.....	761
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3319 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME CENTRE BRANCION DE ROYAUMEIX.....	761
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3320 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE FAMILLE" DE VANDOEUVRE LES NANCY.....	762
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3321 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "MA MAISON" DE NANCY.....	763
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3322 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE GIRAUMONT.....	764

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3323 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTELIA A LAXOU	764
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3324 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "RESIDENCE D'AUTOMNE" DE LAXOU	765
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3325 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME LES OPHELIADÉS A NANCY	766
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3326 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTEL-CLUB A SAINT MAX	767
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3327 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU CENTRE GERMAINE MARCHAL DE NANCY GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	767
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3329 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. GERE PAR LE C.C.A.S. DE JARNY	768
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3330 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. GERE PAR LA MAISON DE RETRAITE DE VEZELISE	769
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3331 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES 4 CANTONS DE BACCARAT	770
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3332 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES 3 RIVIERES DE BLAINVILLE-SUR-L'EAU	770
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3333 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES ETANGS DE EINVILLE-AU-JARD	771
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 3334 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DU VAL DE LORRAINE DE PONT A MOUSSON	772
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	773
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER</i>	<i>773</i>
ARRETE PREFECTORAL 06/017/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE XAMMES	773
ARRETE PREFECTORAL 06/018/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE JAULNY	773
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL</i>	<i>774</i>
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2006-170 MODIFICATIF RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL DE BUISSONCOURT ET HARAUCOURT	774
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2006-174 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL DE GOGNEY	775
ARRETE PREFECTORAL N° 2006-285 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHALIGNY	775
ARRETE PREFECTORAL N° 2006-286 PRONONÇANT UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHALIGNY	776
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	776
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>776</i>
ARRETE 2006/DDE/024/CDSR - LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE TRANSFORMATION DU PN PUBLIC N°23 EN PN PRIVE	776
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	776
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE SAINT BAUSSANT	776
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE EUVEZIN	777
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	777
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0850 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS-POMPIERS DU GRIMP (GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEUX PERILLEUX) DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	777
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0851 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES RADIOLOGIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	778
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0852 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES CHIMIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	778
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0853 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS SAUVETEURS DEBLAYEURS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	779
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0854 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE A L'ENCADREMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES DES SAPEURS-POMPIERS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - ANNEE 2006	779
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0855 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PLONGEURS DE LA SECURITE CIVILE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	779
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0856 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES EQUIPES CYNOTECHNIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - ANNEE 2006	780
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0857 FIXANT LES LISTES ANNUELLES D'APTITUDE A L'EMPLOI D'EQUIPIER SECOURISTE ET D'EQUIPIER SECOURISTE ROUTIER - ANNEE 2006	780
ANPE DE LORRAINE	781
DELEGATION DE SIGNATURE	781
AVIS DE CONCOURS	781
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX OUVRIERS PROFESSIONNELS OPTION CUISINE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE DECRET N° 2001-1033 DU 08 NOVEMBRE 2001	781
2 POSTES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL	781
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN OUVRIER PROFESSIONNEL OPTION TECHNIQUE (ELECTRICIEN OU ELECTROMECHANICIEN) A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE - DECRET N° 2001-1033 DU 08 NOVEMBRE 2001	781
ARRETES INTERPREFECTORAUX	782
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE GRAND-FAILLY AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DE LA CHIERS	782

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

EXAMEN DE SECOURISME - CERTIFICAT DE FORMATION AUX ACTIVITES DE PREMIERS SECOURS EN EQUIPE
DU JEUDI 11 MAI 2006-06-09 - PROCES VERBAL N° 7/2006

BOUSNANE	HAMZA	NANCY
BRUNET	PASCAL	VANDOEUVRE LES NANCY
CHERRIER	CELINE	NANCY
DUFOUR	BRICE	POMPEY
PABLO	RAPHAEL	VANDOEUVRE LES NANCY
PAGNOTTA	JULIE	NANCY
SAHRIJ	SOFIAN	VANDOEUVRE LES NANCY
WEIXLER	ALEXANDRE	ETAIN

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AL 42
EN VUE DE LA REALISATION D'UN PROJET DE LOTISSEMENT A USAGE D'HABITATION
ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (article 139) ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 27 février 2006 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelles AL 42 afin de réaliser un projet de lotissement à usage d'habitation ;
VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête parcellaire, complet le 31 mars 2006 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'acquisition par la commune de JARNY de la parcelle cadastrée AL 42 afin de réaliser un projet de lotissement à usage d'habitation sur le territoire de la commune de JARNY, aura lieu du **vendredi 16 juin 2006 au lundi 03 juillet 2006 inclus**, sur la commune de JARNY conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 2 : M. Jean-Marie PETITCOLIN, retraité, demeurant 4 rue des Cultivateurs - 54580 AUBOUVE, a été nommé commissaire enquêteur par ordonnance n°E06000164/54 du président du Tribunal Administratif de Nancy en date du 18 mai 2006.

ARTICLE 3 : L'avis au public destiné à informer la population sur les conditions de déroulement de l'enquête, ainsi que l'arrêté préfectoral seront avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publiés par voies d'affiches à la mairie et aux emplacements réservés aux avis officiels dans la commune de JARNY. Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire.

Cet avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête, sera en outre publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, seront déposés à la mairie de JARNY pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures normales d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre.

Les intéressés pourront également adresser leurs observations par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de JARNY.

ARTICLE 5 : Monsieur le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de JARNY, afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés, les :

- lundi 19 juin de 15h à 17h ;
- lundi 26 juin de 9h à 11h ;
- lundi 03 juillet de 9h à 11h.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire qui le transmettra, avec tout le dossier, dans les 24 heures suivant la date de clôture de l'enquête, au commissaire enquêteur.

Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qui lui paraîtra utile de consulter. Il formulera ensuite ses conclusions par écrit et les adressera avec le dossier complet à M. le préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le maire de la commune de JARNY et Monsieur le commissaire-enquêteur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à M. le président du tribunal administratif de Nancy.

NANCY, le 29 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AL 42
EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ENQUETE PARCELLAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-18, L.13-7, L.13-8, L.13-10, L.13-11, L.13-15, L.13-16, L.13-28, L.16-7, L.21-1 et L.21-2 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (article 139) ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 27 février 2006 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelles AL 42 afin de réaliser un projet de lotissement à usage d'habitation ;
VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable, complet le 31 mars 2006 ;
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Une enquête parcellaire aura lieu du **vendredi 16 juin 2006 au lundi 03 juillet 2006 inclus**, sur la commune de JARNY, en vue de délimiter exactement les parcelles à acquérir en vue de la réalisation d'un lotissement conformément aux dispositions des articles R11-19 à R11-31 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 2 : M. Jean-Marie PETITCOLIN, retraité, demeurant 4 rue des Cultivateurs - 54580 AUBOUÉ, a été nommé commissaire enquêteur par ordonnance n°E06000164/54 du président du Tribunal Administratif de Nancy en date du 18 mai 2006.

ARTICLE 3 : L'avis au public destiné à informer la population sur les conditions de déroulement de l'enquête, ainsi que l'arrêté préfectoral seront avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publiés par voies d'affiches à la mairie et aux emplacements réservés aux avis officiels dans la commune de JARNY. Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire.

Cet avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête, sera en outre publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : Le dossier de l'enquête parcellaire, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, seront déposés à la mairie de JARNY pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures normales d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre.

Les intéressés pourront également adresser leurs observations par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de JARNY.

En outre, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête à la mairie sera faite, par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire, lorsque leur domicile est connu ou tel qu'il est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie, au maire, qui en fera afficher une. Cette notification sera, le cas échéant, effectuée par l'expropriant, auprès des locataires et preneurs à bail rural.

ARTICLE 5 : Monsieur le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de JARNY, afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés, les :

- lundi 19 juin de 15h à 17h ;

- lundi 26 juin de 9h à 11h ;

- lundi 03 juillet de 9h à 11h.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire qui le transmettra, avec tout le dossier, dans les 24 heures suivant la date de clôture de l'enquête, au commissaire enquêteur.

Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qui lui paraîtra utile de consulter. Il formulera ensuite ses conclusions par écrit et les adressera avec le dossier complet à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le maire de la commune de JARNY et Monsieur le commissaire-enquêteur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à M. le président du Tribunal administratif de Nancy.

NANCY, le 29 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349 EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 19 décembre 2005 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle AD 349 en vue de la réalisation d'un lotissement ;

VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 27 janvier 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 27 mars 2006 au mardi 11 avril 2006 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU l'avis favorable de M. Thierry DEHOVE, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 18 avril 2006 ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique l'acquisition de la parcelle AD 349 et les travaux à exécuter en vue de la réalisation d'un lotissement. Un document présentant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - La parcelle AD 349 sera acquise soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la commune de JARNY, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 3 - La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas accomplie dans un délai de cinq ans à la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY et le Maire de JARNY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affiche en mairie de JARNY, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la

préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le maire de JARNY, M. Thierry DEHOVE, commissaire enquêteur, M. le président du tribunal administratif de Nancy et Mme la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**COMMUNE DE JARNY - EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AD 349
EN VUE DE LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT - ARRETE DE CESSIBILITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 19 décembre 2005 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle AD 349 en vue de la réalisation d'un lotissement ;

VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête parcellaire, complet le 27 janvier 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 27 mars 2006 au mardi 11 avril 2006 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire ;

VU l'avis favorable de M. Thierry DEHOVE, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 18 avril 2006 ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Est déclarée immédiatement cessible au profit de la commune de JARNY, conformément aux plan et état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, la parcelle AD 349.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY et le Maire de la commune de JARNY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DEUXIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du lundi 29 mai 2006.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 18 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - CANTON DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE-canton de Saint-Nicolas-de-Port,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE-canton de Saint-Nicolas-de-Port,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de LUNEVILLE-canton de Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du vendredi 16 juin 2006.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 18 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**TROISIEME BUREAU****ARRETE HABILITANT M. CLAUDE GODFRIN, COMMISSAIRE PRINCIPAL HONORAIRE RESERVISTE
DE LA POLICE NATIONALE, A REPRESENTER LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment ses articles L 512-2 et 3, L 552-1 à L 552-8 et L 552-9 et 10 relatifs aux recours en annulation des arrêtés de reconduite à la frontière devant le tribunal administratif, à la saisine du juge des libertés et de la détention, et à la procédure d'appel des ordonnances rendues par celui-ci devant le premier président de la cour d'appel ;
Vu le décret n° 2004-1215 du 17 novembre 2004 fixant certaines modalités d'application des articles 35 bis et 35 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et notamment son article 5 ;
Vu la loi du 18 mars 2003 créant la réserve civile dans la police nationale et le décret n° 2003-1395 du 31 décembre 2003 relatif à la mise en oeuvre de la réserve nationale ;
Vu le contrat d'engagement à servir dans la réserve intervenu le 28 juillet 2004 entre le secrétariat général pour l'administration de la police de Metz et Monsieur Claude Godfrin, commissaire principal honoraire, réserviste de la police nationale ;
Vu la décision du 11 mai 2006 habilitant Monsieur Claude Godfrin à représenter le préfet de Meurthe-et-Moselle lors des audiences prévues par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dans le cadre de la procédure administrative et contentieuse de la reconduite à la frontière ;

A R R E T E

Article 1 : La décision ci dessus mentionnée est rapportée.

Article 2 : Monsieur Claude Godfrin, commissaire principal honoraire réserviste de la police nationale est habilité à représenter le préfet de Meurthe-et-Moselle lors des audiences prévues aux articles L 512-2 et 3, L 552-1 à L 552-8 et L 552-9 et 10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile.

Article 3 : Cet arrêté sera notifié à l'intéressé, à la première présidente de la cour d'appel de Nancy, à la présidente du tribunal de grande instance de Nancy, ainsi qu'au président du tribunal administratif de Nancy . Il sera par ailleurs publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 30 mai 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE HABILITANT M. LAURENT NICOLAS, OFFICIER DE RESERVE DANS LA GENDARMERIE NATIONALE,
A REPRESENTER LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment ses articles L 512-2 et 3, L 552-1 à L 552-8 et L 552-9 et 10 relatifs aux recours en annulation des arrêtés de reconduite à la frontière devant le tribunal administratif, à la saisine du juge des libertés et de la détention, et à la procédure d'appel des ordonnances rendues par celui-ci devant le premier président de la cour d'appel ;

Vu le décret n° 2004-1215 du 17 novembre 2004 fixant certaines modalités d'application des articles 35 bis et 35 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et notamment son article 5 ;

Vu l'engagement à servir dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie intervenu le 21 avril 2006 entre le général de division commandant la région de gendarmerie de Lorraine, commandant la gendarmerie pour la zone de défense Est et Monsieur Laurent Nicolas, officier de réserve dans la gendarmerie nationale ;

ARRETE

Article 1 : Monsieur Laurent Nicolas, officier de réserve dans la gendarmerie nationale est habilité à représenter le préfet de Meurthe-et-Moselle dans les audiences prévues aux articles L 512-2 et 3, L 552-1 à L 552-8 et L 552-9 et 10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France et du droit d'asile.

Article 2 : Cet arrêté sera notifié à l'intéressé, à la première présidente de la cour d'appel de Nancy, à la présidente du tribunal de grande instance de Nancy, ainsi qu'au président du tribunal administratif de Nancy. Il sera par ailleurs publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 30 mai 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE54) AINSI QUE LA MODIFICATION DE LA DUREE DU MANDAT DES MEMBRES DU BUREAU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5214-27 et L 5711-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 autorisant la création du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle (SDE54);

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Massif de Haye ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2005 autorisant la communauté de communes du Massif de Haye à exercer la compétence "distribution publique d'énergie électrique" et à adhérer au syndicat mixte d'électricité de Meurthe-et-Moselle (SDE54) par simple délibération du conseil communautaire ;

VU la délibération en date du 23 juin 2005 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Massif de HAYE demande son adhésion au SDE54 ;

VU l'acceptation de cette demande par le comité syndical du SDE 54 en date du 06 février 2006 ;

VU la délibération en date du 06 février 2006, par laquelle le comité syndical du SDE54 décide de modifier l'article 4C de ses statuts, relatif à la composition du bureau ;

VU la lettre de notification, en date du 8 février 2006, demandant aux collectivités membres du syndicat de délibérer sur cette modification ;

VU les délibérations favorables des collectivités suivantes :

Communauté de communes de Hazelle en date du 27 mars 2006,

Communauté de communes de la Mortagne en date du 04 avril 2006,

Communauté de communes de la Vezouze en date du 08 mars 2006,

Communauté de communes des côtes en Haye en date du 10 mars 2006,

Communauté de communes des pays du sel et du Vermois en date du 23 mars 2006,

Communauté de communes des trois vallées en date du 20 février 2006,

Communauté de communes du bassin de POMPEY en date du 16 mars 2006,

Communauté de communes du Bayonnais en date du 23 mars 2006,

Communauté de communes du Cristal en date du 23 février 2006,

Communauté de communes du Grand Couronné en date du 23 mars 2006,

Communauté de communes du Grand Valmon en date du 15 février 2006,

Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze en date du 08 mars 2006,

Communauté de communes du Saintois en date du 23 février 2006,

Communauté de communes du Saintois au Vermois en date du 27 mars 2006,

Communauté de communes du Tulois en date du 02 mars 2006,

Communauté de communes du val de Meurthe en date du 23 mars 2006,

SIVOM de la Natagne et de la Mauchère en date du 31 mars 2006,

SIVU de suivi de la concession et de la distribution publique d'électricité de l'arrondissement de BRIEY en date du 27 février 2006,

Syndicat intercommunal d'électricité du secteur de PONT-A-MOUSSON en date du 30 mars 2006 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-20 et L5211-5 II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : L'adhésion de la communauté de communes du Massif de Haye au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée. La communauté de communes du Massif de Haye sera représentée au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

ARTICLE 2 : L'article 4C des statuts du syndicat est modifié comme suit :

« C : COMPOSITION DU BUREAU

Conformément à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales, le comité élit, parmi les délégués qui le composent, un bureau constitué de 22 membres, selon les modalités suivantes :

- Collège des EPCI regroupant une population supérieure à 100 001 habitants : 7 membres

- Collège des EPCI regroupant une population de 30 001 à 100 000 habitants : 5 membres

- Collège des EPCI regroupant une population de 10 001 à 30 000 habitants : 5 membres

- Collège des EPCI regroupant une population inférieure ou égale à 10 000 habitants : 5 membres

Le bureau élit en son sein un président et au moins 4 vice-présidents, chaque collège devant être représenté au moins une fois. Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant. »

Le reste sans changements.

ARTICLE 3 : - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE

ARRETE N° 2006 DISAS-SHD/195 DESIGNANT LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS ET DE L'AUTONOMIE (C.D.A.)

LE PREFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'action sociale et des familles notamment art R 241-24 à R 241-34

VU la loi n° 2005-02 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n° 2005-1589 du 19 décembre 2005 relatif à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et modifiant le code de l'action sociale et des familles (partie réglementaire),

Sur proposition des Services de l'Etat et du Département ;

A R R E T E N T

Article 1^{er} : La Commission des Droits et de l'Autonomie des personnes handicapées (C.D.A.) de Meurthe-et-Moselle est composée comme suit :

1) quatre représentants du Département désignés par le Président du Conseil Général

Titulaire : M^{me} Michèle PILOT conseillère générale

Suppléants : M^{me} Dominique OLIVIER conseillère générale

M. Alain GERARD conseiller général

M. Noël GUERARD conseiller général

Titulaire : M. Alain CASONI conseiller général

Suppléants : M. Mathieu KLEIN conseiller général

M^{me} Evelyne DIDIER conseillère générale

M. Jean-Pierre MINELLA conseiller général

Titulaire : M. Marc SAINT-DENIS conseiller général

Suppléants : M. André BARBIER conseiller général

M. Louis CAUSERO conseiller général

Titulaire : M^{me} le Docteur Marie-Hélène TERRADE - médecin

Suppléants : M. Jean-Paul BICHWILLER - directeur de la Protection de l'Enfance

M^{me} le Docteur Marie-Christine COLOMBO - responsable de la Protection Maternelle et Infantile

M^{me} Marie-France LOPPION - responsable du Service Social Départemental

2) quatre représentants de l'Etat :

- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant

- le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ou son représentant

- l'Inspecteur d'Académie ou son représentant

- un médecin désigné par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

3) deux représentants des organismes d'assurance maladie et de prestations familiales proposés conjointement par le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales et le Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la politique sociale agricole

Titulaire : M^{me} Renée BRODIER - représentant du régime agricole (CMSA)

Suppléants : M^{me} Joëlle SCHOUTEETEN

M. Alain SIMONERE

M^{me} Colette PEULTIER

Titulaire : M^{me} Monique BOGE - représentant le régime général (CAF)

Suppléants : M^{me} Geneviève MAUGUIN

M^{me} Anne-Marie MAUSS

4) deux représentants des organisations syndicales proposés par le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Titulaire : M. Daniel RUSCONI - secrétaire général FO

Suppléants : M^{me} Delphine WATRIN - représentante CFDT

M. Jean-Marc HARMAND - représentant CFE-CGC

M^{me} Eva THIERRY - représentant CGT

Titulaire : M. Armand DEHASS - représentant le MEDEF

Suppléants : M^{me} Marion ROUSSEAU-PIERRAT - MEDEF

M. Michel GERAULD - UPA

5) un représentant des associations de parents d'élèves proposé par l'Inspecteur d'Académie

Titulaire : M. Jean-François TRASSART - PEEP

Suppléants : M. Daniel SCHWARZ - PEEP

M. Jean-Marie NOTO - FCPE

M. Didier JACQUEMIN - FCPE

6) sept représentants des associations de personnes handicapées et de leurs familles, proposés par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

Titulaire : M. Francis BECK

Suppléants : M^{me} Martine GROSMARE

M^{me} Martine LAVOT

Docteur Hélène MARCHAL

Titulaire : M. Gérard PERDREAU

Suppléants : M. Bernard BERRAUD

M^{me} Anne JACQUELIN

M^{me} Joëlle JACQUARD

Titulaire : M^{me} Chantal HAVEN

Suppléants : M^{me} Nicole GEANT

M. Vincent BRADEL

M. Antoine MATHIEU

Titulaire : M^{me} Brigitte HENNEQUIN

Suppléants : M. Claude APFFEL

M. Jean PERRIN

Docteur Philippe LERNOULD

Titulaire : M^{elle} Isabelle CHAUVEL

Suppléants : M^{me} Dominique BOUCHERAT

M^{me} Odile SIMONIN

M. Vincent HAREL

Titulaire : M^{me} Josette SIMETTE

Suppléants : M^{me} Françoise BOLLE

M^{me} Marie-France HERIS

M^{me} Alexandra LAGABE

Titulaire : Docteur Simone ALBISER

Suppléants : M. Jean GUYOT

M^{me} Marie-Josèphe ROTH

7) un membre du Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées désigné par ce conseil :

Titulaire : M^{me} Nathalie TRABUCCO

Suppléant : M. Jean-Pascal THIEBAUT

8) deux représentants des organismes gestionnaires d'établissements ou de services pour personnes handicapées, à voix consultative

- proposé par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

Titulaire : M^{me} Danièle DEDRICH

Suppléants : M. Nasser MAATAR

M. Francis JACQUEL

M. Jean-Claude COUTURIER

- proposé par le Président du Conseil Général :

Titulaire : M. Denis BUREL

Suppléants : M^{elle} Christiane BEROGIN

M^{me} Marie-José MONTOYA

M. Vivien BURBAN

Article 2 : La commission des droits et de l'autonomie est présidée par l'un de ses membres, élu en son sein parmi les membres à voix délibérative pour une durée de 2 ans renouvelable deux fois.

En cas d'empêchement ou absence du Président, la présidence de séance est assurée par le vice-président élu dans les mêmes conditions et pour une durée identique.

Article 3 : Le secrétariat de la Commission des Droits et de l'Autonomie est assuré par le Directeur de la Maison Départementale des Personnes Handicapées ou son représentant.

Article 4 : La durée du mandat des membres désignés par le présent arrêté, à l'exception de ceux prévus au paragraphe 2 de l'article 1, est fixée à 4 ans ; elle est renouvelable.

Article 5 : Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du Département de Meurthe-et-Moselle dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 25 avril 2006

Le Préfet,

Claude BALAND

Le Président du Conseil Général,

Michel DINET

**ARRETE N° 2006 MODIFIANT L'ARRETE CONJOINT DU 18 SEPTEMBRE 2002
AUTORISANT LA TRANSFORMATION EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES
ET L'EXTENSION DE CAPACITE DE LA MAISON DE RETRAITE « LES LILAS » A JARNY**

LE PREFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles mentionnant les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissement ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU les arrêtés conjoints en date du 26 septembre 2001 portant transfert à l'Association Hospitalor de l'autorisation de création de la maison de retraite de JARNY précédemment accordée à l'Association « Maison de retraite du Home du Rupt de Mad » et du 18 septembre 2002 autorisant la transformation en EHPAD et l'extension de capacité de la maison de retraite « les Lilas » à Jarny ;

CONSIDERANT que les conditions d'une habilitation totale à l'aide sociale de la maison de retraite « les Lilas » sont réunies, les coûts de fonctionnement de l'établissement dans ses nouveaux locaux, tels que résultant des engagements pris dans la convention tripartite signée le 29 juillet 2004, étant en cohérence avec le service rendu et avec ceux des établissements fournissant des services analogues ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture, de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle et du directeur de la direction de la solidarité et de l'action sociale du département,

A R R E T E N T

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté conjoint du 18 septembre 2002 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'Association HOSPITALOR, sise rue Ambroise Paré BP 20204 57 506 SAINT AVOLD Cedex est autorisée à transférer l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Les lilas » sis 54 avenue Wilson à JARNY (54 800) sur un autre terrain de la commune, rue Emile Zola, conformément au dossier reconnu complet le 7 juin 2002. »

Article 2 : L'article 4 de l'arrêté conjoint du 18 septembre 2002 est modifié ainsi qu'il suit :

« La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, pour la totalité de la capacité d'hébergement permanent de la maison de retraite « les Lilas », à savoir 60 lits.

Les 4 places d'hébergement temporaire et les 5 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale. »

Article 3 : Les articles 2, 3 et 5 de l'arrêté conjoint du 18 septembre 2002 demeurent inchangés.

Article 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux de Meurthe-et-Moselle, le Directeur de la Solidarité et de l'action sociale de Meurthe-et-Moselle, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au Président de l'Association HOSPITALOR.

NANCY, le 11 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Pour le Président du Conseil Général et par délégation,
Le Vice-Président,
Alain CASONI

**ARRETE N°2006 AUTORISANT L'ASSOCIATION « VILLA SAINT PIERRE FOURIER »
A TRANSFORMER LA VILLA SAINT PIERRE FOURIER EN UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT
POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD) APRES TRANSFERT DANS DE NOUVEAUX LOCAUX**

LE PREFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 30 septembre 2005 présenté par l'Association Villa Saint Pierre Fourier ;

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale au cours de sa séance du 7 février 2006, à savoir :

- un avis défavorable sur la demande de transformation en EHPAD dans les locaux actuels de l'établissement

- un avis favorable sur la demande de création d'un EHPAD dans le futur bâtiment projeté sur le site du domaine de l'Asnée ;

CONSIDERANT que ce projet répond aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire de Nancy et couronne ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par la réglementation ;

CONSIDERANT qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT cependant que les recommandations et observations d'un organisme agréé ayant réalisé un audit relatif à la sécurité incendie ainsi que les recommandations de la direction des services vétérinaires n'ont pas été mises en œuvre ;

CONSIDERANT toutefois le projet de transfert de l'établissement dans de nouveaux locaux, sur le site du domaine de l'Asnée à Villers les Nancy ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement (budget dépendance) en année pleine de ce projet est compatible avec les prévisions d'évolution des dépenses sociales envisagées par le Département pour l'année 2007, date prévisionnelle d'emménagement dans les nouveaux locaux ;

CONSIDERANT en revanche, que le coût de fonctionnement (budget hébergement) de ce projet s'avère incompatible avec les prévisions d'évolution des dépenses sociales envisagées par le Département, et qu'il ne peut être dans l'immédiat donné suite à la demande de l'association Villa Saint Pierre Fourier d'être partiellement habilité à l'aide sociale à hauteur de 5 lits ;

SUR proposition du directeur général des services du Département, du directeur de la solidarité et de l'action sociale du Département, du secrétaire général de la Préfecture et de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E N T

Article 1 : L'Association Villa Saint Pierre Fourier est autorisée à transférer la maison de retraite « Villa Saint Pierre Fourier » dans de nouveaux locaux, situés sur le domaine de l'Asnée - 11, rue de Laxou à Villers-les-Nancy, au terme des travaux prévus à cet effet.

Article 2 : La transformation de la maison de retraite « Villa Saint Pierre Fourier » en Etablissement d'Hébergement de Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) n'est autorisée qu'après emménagement dans ses nouveaux locaux.

La capacité de la nouvelle structure, à l'issue des travaux de reconstruction, est fixée à 50 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :

- des conclusions de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles opérée après achèvement des travaux et avant la mise en service ;

- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L. 313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par les organismes de sécurité sociale.

Article 6 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au président de l'association Villa Saint Pierre Fourier.

NANCY, le 11 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Pour le Président du Conseil Général et par délégation,
Le Vice-Président,
Alain CASONI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3289 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LA FONTAINE DE LINCOURT »
GEREE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE EINVILLE AU JARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » Rue du Puits Gros Yeux 54 370 EINVILLE AU JARD gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD
 N° FINESS : 540013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	2 100	188 788,05
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	184 404,05	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	2 284	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I	186 450,04	188 788,05
	Produits de la tarification	arrondi à : 186 450	
	Groupe II	2 335,20	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	2,81	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2,81 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » à EINVILLE AU JARD est fixée à **186 450** euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,45 €

GIR 3 et 4 : 15,43 €

GIR 5 et 6 : 10,42 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3290 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "SŒUR JULIE" DE GERBEVILLER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sœur Julie" - 14 rue Maurice Barrès 54 830 GERBEVILLER.

N° FINESS : 540002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 542	859 315,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	833 771,56	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 002	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	846 432,97 arrondi à 846 433	859 315,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	12 882,59	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 12 882,59 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à **846 433 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,98 €

GIR 3 et 4 : 21,34 €

GIR 5 et 6 : 12,71 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

La Directrice Adjointe,

Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / AES / N° 3291 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LE HAUT DU BOIS" DE JARVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" - 25 avenue du Général de Gaulle 54 140 JARVILLE.

N° FINESS : 540012838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 389,61	210 946,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	205 707,20	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 850	
	Déficit reporté	4 193,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	196 946,81 arrondi à : 196 947	210 946,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	14 000	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 14 000 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE est fixée à : 196 947 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 14,68 €

GIR 3 et 4 : 10,44 €

GIR 5 et 6 : 6,20 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3292 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "JEAN-FRANÇOIS FIDRY" DE LABRY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Jean-François Fidry" - 26 rue Roland Daret 54 800 LABRY.

N° FINESS : 540002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 098,58	491 289,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	470 788,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 403,03	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	489 704,18 arrondi à : 489 704	491 289,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	1 585,81	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 1 585,81 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de LABRY est fixée à :

489 704 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,30 €

GIR 3 et 4 : 20,81 €

GIR 5 et 6 : 13,49 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LABRY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3293 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "LA ROSERAIE" DE LONGUYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" - 29 rue Louis Quinquet BP 79 54 260 LONGUYON.

N° FINESS : 540000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	45 500	484 210,70
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	408 705,19	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	30 005,51	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I	484 210,70	484 210,70
	Produits de la tarification	arrondi à 484 211	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2

Le clapet anti-retour d'un montant de 11 645,15 euros est apuré.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de LONGUYON est fixée à :

484 211 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 17,95 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGUYON.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3294 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de LONGWY - 2 rue Saint Louis 54 400 LONGWY.

N° FINESS : 540002607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	33 000	470 397,40
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	407 431,78	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	29 965,62	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I	470 397,40	470 397,40
	Produits de la tarification	arrondi à 470 397	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2

Le clapet anti retour d'un montant de 11 375,54 est apuré.

Article 3

Le forfait global de soins 2006 de la maison de retraite de LONGWY est fixé à 470 397 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 13,42 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGWY.

Nancy, le 27 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3295 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de MARS LA TOUR - 70 rue de Metz 54 800 MARS LA TOUR

N° FINESS : 540002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 936	544 913,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	512 632,47	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 657	
	Déficit reporté	688,52	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	544 913,99 arrondi à 544 914	544 913,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 688,52 euros de déficit.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de MARS LA TOUR est fixée à 544 914 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,42 €

GIR 3 et 4 : 24,26 €

GIR 5 et 6 : 15,11 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de MARS LA TOUR.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3296 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME "NOTRE MAISON" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre maison" - 52 rue des Jardiniers 54 052 NANCY CEDEX.

N° FINESS : 540004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 000	877 540,78
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	855 809	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 731,78	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	847 429,99 arrondi à 847 430	877 540,78
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	29 610,79	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 29 610,79 € d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Notre maison" de NANCY est fixée à : 847 430 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,93 €

GIR 3 et 4 : 15,56 €

GIR 5 et 6 : 10,19 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre maison" de NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3297 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME SAINT FRANÇOIS D'ASSISE DE PONT A MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite St François d'Assise 69 rue Général Leclerc 54 700 PONT A MOUSSON

N° FINESS : 540002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 550	630 396,66
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	599 346,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 500	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	591 002,17 arrondi à : 591 002	630 396,66
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 572	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	31 822,49	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 31 822,49 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON est fixée à 591 002 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,92 €

GIR 3 et 4 : 16,22 €

GIR 5 et 6 : 9,52 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3298 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES-AUX-SALINES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Rue du Paquis des Toiles BP 54 110 ROSIERES-AUX-SALINES

N° FINESS : 540002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 757	1 403 306,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 301 549,62	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 403 227,57 arrondi à 1 403 228	1 403 306,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	78,86	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 78,86 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à : 1 403 228 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,76 €

GIR 3 et 4 : 22,66 €

GIR 5 et 6 : 17,32 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3299 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Sainte Sophie 2 rue Henri Poulet BP 17 54 470 THIAUCOURT

N° FINESS : 540002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 000	680 716,23
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	585 807,19	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	44 909,04	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	680 716,23 arrondi à 680 716	680 716,23
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de THIAUCOURT est fixée à 750 716 euros dont 70 000 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'art. 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,70 €

GIR 3 et 4 : 20,52 €

GIR 5 et 6 : 14,34 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de THIAUCOURT.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3300 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE - rue Notre Dame BP 2 54 330 VEZELISE.

N° FINESS : 540002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 236,94	564 270,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	475 039,45	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 993,75	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	457 370,14	564 270,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	106 900	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	CLAPET ANTI RETOUR	19 986,21	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

Le forfait global de soins 2006 de la maison de retraite de VEZELISE est fixé à 477 356,35 € dont 19 986,21 € de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 16,30 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de VEZELISE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3301 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE BAYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue 54 290 BAYON.

N° FINESS : 540003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	9 724	1 495 580,44
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	1 432 769,79	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	23 097	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	29 989,43	
Recettes	Groupe I	1 495 580,44	1 495 580,44
	Produits de la tarification	arrondi à 1 495 580	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 29 989,43 euros.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de BAYON est fixée à : 1 495 580 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,29 €

GIR 3 et 4 : 26,24 €

GIR 5 et 6 : 17,20 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de BAYON.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3302 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « RESIDENCE POINCARE » DE BOUXIERES AUX DAMES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Poincaré » Rue Poincaré 54 136 BOUXIERES AUX DAMES.

N° FINESS : 54004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 000	321 944,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	316 718,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 226	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	307 140,99 arrondi à 307 141	321 944,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	14 804	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 14 804 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « Résidence Poincaré » à BOUXIERES AUX DAMES est fixée à 307 141 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 13,52 €

GIR 3 et 4 : 10,60 €

GIR 5 et 6 : 7,68 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Poincaré » de BOUXIERES AUX DAMES.

Nancy, le 27 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3303 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE "LES GRANDS JARDINS" A COLOMBEY-LES-BELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" - 4 rue de la Gare 54 170 COLOMBEY-LES-BELLES.

N° FINESS : 540012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 291	372 277,17
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	340 747,78	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 749	
	Déficit reporté	26489,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	372 277,17 arrondi à 372 277	372 277,17
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 26 489,39 euros de déficit.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES est fixée à : 372 277 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 28,60 €
- GIR 3 et 4 : 21,94 €
- GIR 5 et 6 : 15,07 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES.

Nancy, le 27 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3304 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT CHARLES" DE DOMBASLE-SUR-MEURTHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 30 rue Collot 54 110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

N° FINESS : 540002219

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 115	526 175,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	517 818,94	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 241,35	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	507 167,63 arrondi à 507 168	526 175,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	19 007,66	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 19 007,66 euros.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est fixée à : 507 168 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,11 €

GIR 3 et 4 : 18,79 €

GIR 5 et 6 : 12,48 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 3305 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH" A ESSEY-LES-NANCY GEREE PAR LA FONDATION VINCENT DE PAUL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St Joseph" - Le Bas Château 2 rue de Dommartemont 54 270 ESSEY-LES-NANCY.

N° FINESS : 540008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 763	686 475,49
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	670 424,49	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 288	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	686 475,49 arrondi à 686 475,49	686 475,49
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY est fixée à : 686 475,49 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,79 €

GIR 3 et 4 : 17,13 €

GIR 5 et 6 : 11,47 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 27 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3306 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "BEAU SITE" DE HAROUÉ

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" 1 chemin d'Ormes 54 740 HAROUÉ

N° FINESS : 540019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 986,85	543 597,85
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	487 111	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 500	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	543 597,85	543 597,85
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 635 549,85 euros dont 91 952 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,91 €

GIR 3 et 4 : 17,33 €

GIR 5 et 6 : 12,76 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3307 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES LILAS » DE JARNY GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;
 VU le Code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Lilas » située 65 rue Emile Zola 54 800 JARNY et gérée par l'association HOSPITALOR

N° FINESS : 540000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 060	417 967,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	411 401,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 506,11	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	417 967,96 arrondi à 417 968	417 967,96
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
		0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « Les Lilas » à JARNY est fixée à 417 968 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,76 €

GIR 3 et 4 : 19,56 €

GIR 5 et 6 : 13,23 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Lilas » de JARNY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3308 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES BRUYERES" DE JOUDREVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" - Rue de la Piscine 54 490 JOUDREVILLE.

N° FINESS : 540019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 786,68	361 431,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	351 973,40	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 671,73	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	284 017,82 arrondi à 284 018	361 431,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	77 413,99	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 77 413,99 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de JOUDREVILLE est fixée à : 284 018 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 15,05 €

GIR 3 et 4 : 10,48 €

GIR 5 et 6 : 5,92 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de JOUDREVILLE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

La Directrice Adjointe,

Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3309 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE "L'OSERAIE" A LAXOU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" - 27 rue de Maréville 54 520 LAXOU.

N° FINESS : 540014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 182	272 763,49
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	262 175,06	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 406,43	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	272 615,58 arrondi à 272 616	272 763,49
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	147,91	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 147,91 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à : 272 616 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,20 €

GIR 3 et 4 : 19,29 €

GIR 5 et 6 : 13,63 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

La Directrice Adjointe,

Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3310 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE THERESE" DE LUDRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 rue de la Gare BP 20 54 712 LUDRES

N° FINESS : 540003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 533	943 342,84
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	911 261,24	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 500	
	Déficit reporté	6 048,47	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	943 342,84 arrondi à 943 343	943 342,84
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 048,47 euros de déficit.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est modifié soit : 943 343 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 26,57 €

GIR 3 et 4 : 18,88 €

GIR 5 et 6 : 11,20 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3311 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "NOTRE DAME DU BON REPOS" DE MAXEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" 34 rue du Général Leclerc BP 50 54 320 MAXEVILLE

N° FINESS : 540003367

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 500	1 184 112,97
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 155 678,97	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 934	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 154 561,73	1 184 112,97
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	29 551,24	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 29 551,24 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à : 1 154 561,73 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,11 €

GIR 3 et 4 : 23,77 €

GIR 5 et 6 : 16,43 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3312 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SIMON BENICHO" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" - 53.rue du Général Hoche 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000	406 671,85
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	399 446,19	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 225,66	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	395 762,62 arrondi à 395 763	406 671,85
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	10 909,23	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 10 909,23 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 395 763 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 17,73 €

GIR 3 et 4 : 15,03 €

GIR 5 et 6 : 10,32 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Simon Bénichou à NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 3313 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT JOSEPH » GEREE PAR DOCTRINE CHRETIENNE A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Saint Joseph » gérée par la congrégation Doctrine Chrétienne située 113 avenue de Strasbourg 54 000 NANCY

N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	5 435,56	595 531,39
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	586 423,83	
	Dépenses afférentes au personnel		
Recettes	Groupe III	3 672	595 531,39
	Dépenses afférentes à la structure		
	Groupe I	595 531,39	
	Produits de la tarification	arrondi à 595 531	
Recettes	Groupe II	0	595 531,39
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « St Joseph » à NANCY est fixée à 595 531 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,34 €

GIR 3 et 4 : 15,59 €

GIR 5 et 6 : 9,84 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la congrégation Doctrine Chrétienne, gestionnaire de la maison de retraite « Saint Joseph » de NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,

Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3314 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT REMY" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" - 14 rue du Chanoine Jacob 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 750	658 533,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	635 783,52	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	656 531,86 arrondi à 656 532	658 533,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 001,66	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 2 001,66 euros.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 656 532 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,90 €

GIR 3 et 4 : 14,20 €

GIR 5 et 6 : 9,50 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Rémy à NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3315 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT SAUVEUR" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" 35 rue Victor Prouvé 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 222	496 024,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	478 802,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 000	
	Déficit reporté	59 397,04	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	490 585,59 arrondi à 490 586	496 024,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	5 438,77	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 5 438,77 euros de déficit.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 490 586 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,39 €

GIR 3 et 4 : 18,53 €

GIR 5 et 6 : 12,67 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Sauveur à NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3316 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES IRIS » DE ONVILLE
GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Iris » située 8 Grand Rue BP 1 54 890 ONVILLE et gérée par l'association HOSPITALOR

N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 000	383 686,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	381 762,47	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	923,96	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	383 686,43 arrondi à 383 686	383 686,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « Les Iris » à ONVILLE est fixée à 383 686 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,91 €

GIR 3 et 4 : 16,32 €

GIR 5 et 6 : 10,74 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Iris » de ONVILLE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3317 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LES SABLONS" DE PULNOY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" 34 rue de Saulxures 54 425 PULNOY

N° FINESS : 540004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	3 800	575 914,60
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	557 099,60	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	15 015	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I	575 914,60	575 914,60
	Produits de la tarification	arrondi à 575 915	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Les Sablons de PULNOY est fixée à : 575 915 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,87 €

GIR 3 et 4 : 23,41 €

GIR 5 et 6 : 13,86 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Sablons de PULNOY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3318 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "LA COMPASSION" DE SAINT FIRMIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" 5 rue de la Barre 54 930 SAINT FIRMIN

N° FINESS : 540008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 300	411 271,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	397 420,60	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 551,39	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	410 699,49 arrondi à 410 699	411 271,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	572,50	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 572,50 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN est fixée à : 410 699 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,46 €

GIR 3 et 4 : 16,59 €

GIR 5 et 6 : 11,72 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3319 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME CENTRE BRANCION DE ROYAUMEIX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de ROYAUMEIX - 11 rue Carnot 54 200 ROYAUMEIX.

N° FINESS : 540018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 901	455 690,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	441 329,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 460	
	Déficit reporté	59 665,61	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	437 543,62 arrondi à : 427 544	455 690,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	18 146,79	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 18 146,79 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de ROYAUMEIX est fixée à 437 544 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,01 €

GIR 3 et 4 : 20,05 €

GIR 5 et 6 : 14,49 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROYAUMEIX.

Nancy, le 27 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3320 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE FAMILLE" DE VANDOEUVRE LES NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Famille" - 17 rue du Bois le Duc 54 500 VANDOEUVRE LES NANCY.

N° FINESS : 540003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 312	212 435,20
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	208 369,20	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 754	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	212 435,20 arrondi à 212 435	212 435,20
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite La Sainte Famille de VANDOEUVRE LES NANCY est fixée à : 212 435 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 13,40 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite La Sainte Famille à VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 3321 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "MA MAISON" DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma maison" 119 avenue de la Strasbourg 54 000 NANCY

N° FINESS : 540008208

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 936	81 190,02
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	67 254,08	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	81 190,02 arrondi à 81 190	81 190,02
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Ma maison" de NANCY est fixée à : 81 190 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 3,90 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma maison" de NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3322 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE GIRAUMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de GIRAUMONT - avenue Sainte Barbe - 54 780

N° FINESS : 5400113661

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	2 165	219 280,76
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	216 848,76	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	267	
	Dépenses afférentes à la structure		
Recettes	Groupe I	219 280,76	219 280,76
	Produits de la tarification	arrondi à 219 281	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 219 281 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,06 €

GIR 3 et 4 : 14,49 €

GIR 5 et 6 : 8,93 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3323 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTELIA A LAXOU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hotelia 8 rue de la Saône 54 520 LAXOU

N° FINESS : 540008216

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 895,49	693 137,22
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	686 870,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	371,69	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	569 851,97 arrondi à 569 852	693 137,22
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	123 285,25	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 123 285,25 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Hotelia de LAXOU est fixée à 569 852 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,42 €

GIR 3 et 4 : 12,90 €

GIR 5 et 6 : 7,39 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hotelia de LAXOU.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3324 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "RESIDENCE D'AUTOMNE" DE LAXOU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence d'Automne" - 1 allée de la Saulx 54 520 LAXOU.

N° FINESS : 54008686

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 527	425 031,82
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	419 861,82	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 272,50	
	Déficit reporté	1 370,50	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	425 031,82 arrondi à 425 032	425 031,82
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 1 370,50 euros de déficit.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU est fixée à : 425 032 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,71 €

GIR 3 et 4 : 14,65 €

GIR 5 et 6 : 9,59 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3325 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME LES OPHELIADES A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Les Ophéliades 12 boulevard du 21^{ème} RA 54 000 NANCY

N° FINESS : 5400113323

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	3 150	628 210,93
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	617 781,25	
	Dépenses afférentes au personnel		
Recettes	Groupe III	7 279,68	628 210,93
	Dépenses afférentes à la structure		
	Groupe I	562 929,67	
	Produits de la tarification	arrondi à 562 930	
Recettes	Groupe II	0	628 210,93
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	65 281,26	
	Produits financiers et produits non encaissables		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 65 281,26 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Les Ophéliades de NANCY est fixée à 562 930 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,06 €

GIR 3 et 4 : 16,07 €

GIR 5 et 6 : 10,07 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Ophéliades de NANCY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3326 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTEL-CLUB A SAINT MAX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel-Club 1 rue du Maquis de Ranzey 54 130 SAINT MAX

N° FINESS : 540006400

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 925,37	527 148,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	501 985,24	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000	
	Déficit reporté	1 237,83	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	527 148,44 arrondi à 527 148	527 148,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 1 237,83 euros de déficit.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX est fixée à 527 148 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,53 €

GIR 3 et 4 : 16,04 €

GIR 5 et 6 : 9,75 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3327 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU CENTRE GERMAINE MARCHAL DE NANCY GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de l'établissement ci-dessous désigné :

Centre Germaine Marchal - Centre Jacques Parisot 78 rue Jacques Callot 54 550 BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS : 540010956

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0	32 195,95
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	31 895,95	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	300	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	13 391,64 arrondi à 13 392	32 195,95
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	15 812	
	Excédent reporté	2 992,31	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 992,31 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du Centre Germaine Marchal de NANCY est fixée à 13 392 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 7,30 €

GIR 3 et 4 : 5,15 €

GIR 5 et 6 : 3,00 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3329 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. GERE PAR LE C.C.A.S. DE JARNY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du centre communal d'action sociale Place Paul Menegand BP 75 54 802 JARNY CEDEX

N° FINESS : 540007010

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 101,44	488 051,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	345 140	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	53 810	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	445 972,49 arrondi à 445 972	488 051,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	42 078,95	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 42 078,95 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de JARNY est fixée à :
445 972 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 32,61 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de JARNY.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DBASS / AES / N° 3330 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. GERE PAR LA MAISON DE RETRAITE DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. de la maison de retraite située Rue Notre Dame BP 2 54 330 VEZELISE

N° FINESS : 540007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	55 948,14	225 844,91
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	168 786,77	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	1 110	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I	216 387,85	225 844,91
	Produits de la tarification	arrondi à 216 388	
	Groupe II	8 800	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	657,06	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 657,06 euros d'excédent.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de VEZELISE est fixée à :

216 388 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 23,71 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de VEZELISE.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3331 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DES 4 CANTONS DE BACCARAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 4 cantons 11bis, rue des Moulins 54 120 BACCARAT

N° FINESS : 540013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	124 760,87	472 770,34
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	339 154,73	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	8 854,74	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I	472 770,34	472 770,34
	Produits de la tarification	arrondi à 472 770	
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de BACCARAT est fixée à :

472 770 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 30,84 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 4 cantons de BACCARAT.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 La Directrice Adjointe,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3332 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DES 3 RIVIERES DE BLAINVILLE-SUR-L'EAU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 3 rivières 1 rue du Presbytère 54 360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

N° FINESS : 540011288

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	170 066,93	548 465,57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	373 444,64	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 954,	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	548 465,57 arrondi à 548 466	548 465,57
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de BLAINVILLE SUR L'EAU est fixée à :

548 466 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 33,39 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 3 rivières de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3333 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DES ETANGS DE EINVILLE-AU-JARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des Etangs 9 rue du Puits Gros Yeux 54 370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 540013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	134 587,80	501 094,75
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	358 230,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 276,69	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	501 094,75 arrondi à 501 095	501 094,75
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de EINVILLE AU JARD est fixée à : 501 095 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 30,51 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des Etangs de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 3334 FIXANT POUR 2006
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DU VAL DE LORRAINE DE PONT A MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (C.N.S.A.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du Val de Lorraine 91 rue Pasteur 54 700 PONT A MOUSSON.

N° FINESS : 540013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	156 439,12	459 749,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	292 857,87	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 453	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	459 749,99 arrondi à 459 750	459 749,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de PONT A MOUSSON est fixée à :

459 750 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 36 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 26 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE PREFECTORAL 06/017/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE XAMMES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'Eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 14 Mai 1996 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux de construction d'une ligne T.G.V. entre PARIS et STRASBOURG, publié au Journal Officiel du 15 Mai 1996 ;

VU les articles L. 123-24, R 123-30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2002 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 Juillet 2003 portant modification du périmètre de remembrement de la propriété foncière ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 2 Novembre 2002 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de XAMMES

Sections B (partie) - AB (totalité) - ZH (totalité) - ZI (totalité) - ZK (partie) - ZL (totalité) - ZM (partie) - ZN (partie) -

Territoire de la commune de JAULNY

Sections ZI (partie) - ZH (partie) - B (partie)

Territoire de la commune de THIAUCOURT REGNIEVILLE

Sections B (partie) - AK (partie) - ZA (totalité) - ZB (partie) - ZC (totalité)

Territoire de la commune de CHAREY

Sections ZN (partie) - ZO (partie)

ARTICLE 2

Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de XAMMES le 28 Avril 2006. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de TOUL, le Procès-Verbal.

ARTICLE 3

L'association foncière et/ou la commune de XAMMES est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier .

ARTICLE 4 - RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle Monsieur le Maire de XAMMES, Mesdames ou Messieurs les Maires de JAULNY, THIAUCOURT REGNIEVILLE, CHAREY, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de TOUL, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle à Madame la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURGARRETE PREFECTORAL 06/018/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE JAULNY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'Eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 14 Mai 1996 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux de construction d'une ligne T.G.V. entre PARIS et STRASBOURG, publié au Journal Officiel du 15 Mai 1996 ;

VU les articles L. 123-24, R 123-30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;
VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2002 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;
VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 02/11/2005 ;
SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1er**

Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de JAULNY

Sections ZB (partie) - ZC (totalité) - ZE (partie)

Territoire de la commune de THIAUCOURT REGNIEVILLE

Section C (partie)

ARTICLE 2

Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de JAULNY le 28 Avril 2006. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de TOUL, le Procès-Verbal.

ARTICLE 3

L'association foncière et/ou la commune de JAULNY est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

ARTICLE 4 - RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Maire de JAULNY, Monsieur le maire de THIAUCOURT REGNIEVILLE, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de TOUL, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l'Association Foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, à Madame la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2006-170 MODIFICATIF RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT
TERRITOIRE COMMUNAL DE BUISSONCOURT ET HARAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5;

VU l'arrêté préfectoral n°877 du 5 octobre 1989 autorisant la société SOLVAY à exploiter le gisement de sel de la concession de CERVILLE - BUISSONCOURT ;

VU l'arrêté préfectoral relatif à une autorisation de défrichement n° 2003-211 du 20 mai 2003 sur le territoire communal de LENONCOURT et BUISSONCOURT ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2006 donnant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de modification de l'arrêté en date du 16 décembre 2004, sollicitant l'autorisation de modifier les mesures compensatoires prévues à l'arrêté d'autorisation de défricher n°2003-211 ; par le reboisement des parcelles suivantes :

Commune de BUISSONCOURT, parcelle n°B131, d'une surface de 2ha 96 a 60ca

Commune de HARAUCOURT, parcelle n°AL4 pour partie, sur une surface de 54 a 00 ca

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1 - Les mesures compensatoires prévues à l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement sus-visé du 20 mai 2003 sont annulées et remplacées par le reboisement des parcelles suivantes :

- Commune de BUISSONCOURT, parcelle n°B131, d'une surface de 2ha 96 a 60ca

- Commune de HARAUCOURT, parcelle n°AL4 pour partie, sur une surface de 54 a 00 ca

Article 2 - Les autres articles de l'arrêté préfectoral sus-visé du 20 mai 2003 restent inchangés

Article 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, les Maires de BUISSONCOURT et HARAUCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au Directeur départemental des Archives de Meurthe-et-Moselle. NANCY, le 19 avril 2006 Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

**Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt
45 rue Sainte Catherine - 54043 NANCY CEDEX**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière - 54000 NANCY)

**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2006-174 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT
TERRITOIRE COMMUNAL DE GOGNEY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5 et R 311-1 à R 312-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2006 donnant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de la commune de GOGNEY en date du 20 mars 2006, sollicitant l'autorisation de défricher 0 ha 52 a 30 ca de bois situés sur la commune de GOGNEY ;

VU l'avis favorable de l'O.N.F. en date du 20 avril 2006

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 25 avril 2006 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1 - Le défrichement des parcelles ci-après désignées est autorisé :

Département	Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance
			Lieudit	Section	N° de parcelle	
54	GOGNEY	Commune de GOGNEY	Les chenots	B3	294	0ha 52a 30ca

selon le plan annexé au présent arrêté,

sous réserve de l'exécution par la commune de GOGNEY d'un boisement compensateur de 1ha 20a 00ca sur les parcelles B287, B288 et B289, en essences locales adaptées à la station et selon les normes de densités préconisées par le ministère de l'agriculture.

Article 2 - La présente autorisation sera affichée :

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;

- sur le site, par les soins de la commune de GOGNEY, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie par la commune de GOGNEY, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

Article 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de GOGNEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts

NANCY, le 25 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

**Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt
45 rue Sainte Catherine - 54043 NANCY CEDEX**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée
au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière - 54000 NANCY)

ARRETE PREFECTORAL N° 2006-285 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHALIGNY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 24 juin 2005 demandant la distraction du régime forestier des parcelles cadastrées AN 46 et AN 38 partie, territoire communal de CHALIGNY, lieu-dit "les Portions";

VU la délibération du Conseil municipal en date du 22 février 2006 demandant l'application du régime forestier à 1ha 01a 48ca de la parcelle cadastrée AM 117 partie, territoire communal de CHALIGNY, lieu-dit "les Enclos";

VUS le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la distraction du Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après et le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts en date du 4 mai 2006 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1 - Il est fait distraction du régime forestier, à compter de la date de signature de l'acte de vente, des parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Chaligny	Chaligny	Les Portions	AN	46	0,0548
Commune de Chaligny	Chaligny	Les Portions	AN	38 pie	0,4672
Total					0,5220

Article 2 - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Maire de CHALIGNY.

NANCY, le 18 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

ARRETE PREFECTORAL N° 2006-286 PRONONÇANT UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHALIGNY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 22 février 2006 demandant l'application du régime forestier à 1ha 01a 48ca de la parcelle cadastrée AM 117 partie, territoire communal de CHALIGNY, lieu-dit "les Enclos";

VUS le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après et le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts en date du 4 mai 2006 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1 - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Chaligny	Chaligny	Les Enclos	AM	117 pie	1,0148

Article 2 - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Maire de CHALIGNY

NANCY, le 18 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2006/DDE/024/CDSR - LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE
TRANSFORMATION DU PN PUBLIC N°23 EN PN PRIVE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau;

Vu l'arrêté préfectoral n°78/DE/413 du 4 octobre 1978 portant classement des passages à niveau de la ligne SNCF de LUNEVILLE A SAINT DIE ;

Vu la convention relative à la transformation du passage à niveau public non gardé n°23 en passage à niveau privé;

Vu les propositions de la SNCF agissant au nom et pour le compte de Réseau Ferré de France en date du 13 mars 2006;

Considérant la nécessité de transformer le passage à niveau public non gardé n° 23 de la ligne SNCF de LUNEVILLE A SAINT DIE en passage à niveau privé réservé exclusivement à l'usage des services de secours, compte tenu de l'accroissement prévisible du nombre d'usagers lors de manifestations automobiles, sur le site de CHENEVIERES ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Le passage à niveau n°23 de la ligne SNCF de LUNEVILLE à SAINT-DIE est classé conformément aux indications portées sur la fiche individuelle ci-annexée.

ARTICLE II

Le jour de la mise en service de la nouvelle installation, l'arrêté n°78/DE/413 du 4 octobre 1978 du PN 23 est abrogé et le présent arrêté entre en application.

ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, et Monsieur le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le sous préfet de LUNEVILLE,
- Monsieur le maire de CHENEVIERES,
- Monsieur le directeur-direction SNCF METZ/NANCY-délégation infrastructure-pôle maintenance passages à niveau,
- Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est,
- Monsieur le chef de l'UDAM de BACCARAT,
- Madame la responsable de la subdivision de l'équipement de LUNEVILLE,
- Monsieur le directeur des archives départementales,
- SOM/préfecture.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 15 mai 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE SAINT BAUSSANT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;
VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de SAINT-BAUSSANT, à partir du 12 juin 2006.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

ARTICLE 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Sous-Préfet de Toul, M. le Maire de SAINT-BAUSSANT ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 29 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE EUVEZIN**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2004 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de EUVEZIN ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de EUVEZIN est fixée au 1^{er} septembre 2006.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Sous-Préfet de Toul, M. le Maire de la commune de EUVEZIN, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0850 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS-POMPIERS
DU GRIMP (GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEUX PERILLEUX)
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux ;

VU le guide de référence des interventions en sites souterrains du 29 avril 2004 ;

VU l'arrêté Préfectoral n° 2261 du 21 décembre 2004 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des équipiers GRIMP Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2005 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des sapeurs pompiers mentionnés ci-dessous a été déclaré apte après les contrôles d'aptitude annuels tels que définis dans les textes et qu'ils justifient d'un entraînement annuel collectif minimal conforme à la note d'information DDSC9/CDC/JB N°98 679 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2550 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des membres du GRIMP (Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux) Sapeurs- Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des membres du GRIMP Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle *pour l'année 2006* est annexée à cet arrêté (2 pages).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable un an à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 4 : Seuls les membres du GRIMP inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;

- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de la Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0851 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES RADIOLOGIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2002 fixant le guide national de référence relatif aux risques radiologiques ;

VU le décret du 31 mars 2003 relatif aux interventions en situation d'urgence radiologique et en cas d'exposition durable et modifiant le code de la santé publique ;

VU les résultats des entraînements nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2545 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des personnels Sapeurs-Pompiers d'intervention face aux risques radiologiques du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des personnels sapeurs pompiers d'intervention face aux risques radiologiques du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est annexée à cet arrêté (5 pages).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable un an à compter du 1er janvier 2006.

ARTICLE 4 : Seuls les personnels Sapeurs-Pompiers d'intervention face aux risques radiologiques inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;

- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de la Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0852 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES CHIMIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU la circulaire NOR/INT/E/87/00086/C du 2 avril 1987 relative à l'enseignement de l'intervention face aux risques chimiques ;

VU la circulaire NOR/INT/E/94/00312/C du 9 décembre 1994 relative à l'intervention face aux risques chimiques ;

VU la note d'information n° 1179 du 12 juillet 1994 du schéma national de formation relative à la formation à la lutte contre les accidents ou incidents mettant en cause des produits chimiques ;

VU les résultats des entraînements nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2546 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des personnels Sapeurs-Pompiers d'intervention face aux risques chimiques du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des personnels Sapeurs-Pompiers d'intervention face aux risques chimiques du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est annexée à cet arrêté (7 pages).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable un an à compter du 1er janvier 2006.

ARTICLE 4 : Seuls les personnels Sapeurs-Pompiers d'intervention face aux risques chimiques inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;

- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de la Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2006-0853 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS
SAUVETEURS DEBLAYEURS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 8 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au sauvetage déblaiement ;

VU les résultats des entraînements nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2549 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des personnels Sapeurs-Pompiers sauveteurs déblayeurs du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des personnels sapeurs pompiers sauveteurs déblayeurs du département de Meurthe-et-Moselle **pour l'année 2006** est annexée à cet arrêté (4 pages).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable un an à compter du **1er janvier 2006**.

ARTICLE 4 : Seuls les personnels sapeurs-pompiers sauveteurs déblayeurs inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;

- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs-Pompiers du département de la Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0854 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE A L'ENCADREMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES
DES SAPEURS-POMPIERS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;

VU la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2001 relatif à l'encadrement des activités physiques et sportives chez les sapeurs-pompiers ;

VU la circulaire NOR INT/C/E/01/002700 du 4 octobre 2001 précisant l'arrêté du 6 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 9 octobre 1986 modifié relatif au recyclage et au perfectionnement des équipes ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2548 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude à l'encadrement des activités physiques et sportives des sapeurs-pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude à l'encadrement des activités physiques et sportives des sapeurs-pompiers du département de Meurthe-et-Moselle, **pour l'année 2006**, est annexée à cet arrêté (2 pages).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable jusqu'au **31 décembre 2006**.

ARTICLE 4 : S'ils sont présents dans ISIS, les sapeurs-pompiers inscrits sur cette liste peuvent encadrer des activités physiques et sportives.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;

- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0855 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PLONGEURS DE LA SECURITE CIVILE
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des Collectivités Territoriales (parties législatives et réglementaires) ;

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;
VU l'arrêté du 23 novembre 1999 fixant le guide national de référence relatif aux secours subaquatiques ;
VU la circulaire NOR INT/E/00/00168/C du 25 avril 2002 relative à la formation des médecins au contrôle de l'aptitude et aux soins pré-hospitaliers des sapeurs-pompiers intervenant en milieu hyperbare (SAL) ;
VU les résultats des contrôles techniques et des conditions d'aptitudes opérationnelles au titre de l'année 2005 ;
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2544 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des plongeurs de la Sécurité Civile du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des plongeurs de la Sécurité Civile du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est annexée à cet arrêté (2 pages).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable jusqu'au **31 décembre 2006**.

ARTICLE 4 : Seuls les plongeurs, inscrits sur cette liste, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0856 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES EQUIPES CYNOTECHNIQUES
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours ;

VU l'arrêté du 18 janvier 2000 fixant le guide national de référence relatif à la cynotechnie ;

VU les résultats des entraînements et des contrôles d'aptitude physique nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle portés sur les livrets individuels au titre de l'année 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2547 en date du 30 décembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des équipes cynotechniques du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des équipes cynotechniques du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006, est annexée à cet arrêté (1 page).

ARTICLE 3 : Cette liste est valable un an à compter du **1er janvier 2006**.

ARTICLE 4 : Seules les équipes Cynotechniques inscrites sur cette liste peuvent être engagées en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 06-0857 FIXANT LES LISTES ANNUELLES D'APTITUDE A L'EMPLOI D'EQUIPIER SECOURISTE
ET D'EQUIPIER SECOURISTE ROUTIER - ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours ;

VU la circulaire du 15 novembre 2002 relative aux premiers secours ;

VU les validations des séquences de formations de maintien des acquis pour le secours à personne au titre de l'année 2003 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les personnels inscrits sur l'annexe n° 1 sont aptes à tenir l'emploi d'équipier secouriste (CFAPSE) ou équipier secouriste routier (CFAPSR) dans le cadre des missions de secours au SDIS 54 pour l'année 2006.

ARTICLE 2 : Les personnels inscrits sur l'annexe 2 sont temporairement autorisés à tenir l'emploi d'équipier secouriste ou secouriste routier dans les missions de secours à personne du SDIS 54 jusqu'au 1^{er} avril 2006.

Au-delà de cette date les personnels qui n'auront pas été validés dans la formation continue (FMA) du SDIS 54 seront provisoirement suspendus des missions de secours dans l'attente des mises à niveau nécessaires.

ARTICLE 3 : Les personnels qui obtiennent courant 2006 le CFAPSE ou le CFAPSR sont réputés inscrits sur la liste annuelle correspondante (annexe 1) pour l'année en cours à la date d'obtention.

ARTICLE 4 : Les personnels ayant moins d'un an de service ou âgés de plus de 58 ans ne sont pas concernés.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, Messieurs les Chefs de Groupement et Messieurs les Chefs de Centre d'Incendie et de Secours, chacun en ce qui les concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 19 avril 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Les annexes jointes aux arrêtés préfectoraux DDSIS 2006-0850, 0851, 0852, 0853, 0854, 0855, 0856 et 0857 ci-dessus sont consultables au Service Départemental d'Incendie et de Secours, 27 rue du Cardinal Mathieu - 54000 Nancy ainsi que sur le site Internet www.sdis54.fr

ANPE DE LORRAINE

DELEGATION DE SIGNATURE

Madame Brigitte PERLOT est nommée au titre de l'intérim de la Directrice d'Agence pour l'ALE de Pont-à-Mousson. Ceci à compter de ce jour (14/06/2006).

A ce titre, elle sera habilitée à prendre les décisions concernant la gestion de la liste des demandeurs d'emploi.

NANCY, le 14 juin 2006

Le Directeur Délégué,
Dominique MEYER

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX OUVRIERS PROFESSIONNELS OPTION CUISINE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE DECRET N° 2001-1033 DU 08 NOVEMBRE 2001

Un concours sur titres est organisé à partir du 04 septembre 2006 à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

2 postes à l'Hôpital Local Intercommunal

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION :

Le concours est ouvert aux titulaires soit d'un CAP, soit d'un BEP, soit d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre de la santé.

II - RECEPTION ET CLÔTURES DES INSCRIPTIONS :

Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation, et des pièces justificatives, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la Poste faisant foi) à :

Monsieur le Directeur
Hôpital Local Intercommunal 3H Santé
62, Rue Poincaré
54480 CIREY-SUR-VEZOUZE
Tél : 03.83.76.19.42

Un délai d'un mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

CIREY-SUR-VEZOUZE, le 09 juin 2006

Le Directeur,
J.P. LATZER

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN OUVRIER PROFESSIONNEL OPTION TECHNIQUE (ELECTRICIEN OU ELECTROMECHANICIEN) A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE DECRET N° 2001-1033 DU 08 NOVEMBRE 2001

Un concours sur titres est organisé à partir du 04 septembre 2006 à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

1 poste à l'Hôpital Local Intercommunal

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION :

Le concours est ouvert aux titulaires soit d'un CAP, soit d'un BEP, soit d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre de la santé.

II - RECEPTION ET CLÔTURES DES INSCRIPTIONS :

Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation, et des pièces justificatives, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la Poste faisant foi) à :

Monsieur le Directeur
Hôpital Local Intercommunal 3H Santé
62, Rue Poincaré
54480 CIREY-SUR-VEZOUZE
Tél : 03.83.76.19.42

Un délai d'un mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

CIREY-SUR-VEZOUZE, le 09 juin 2006

Le Directeur,
J.P. LATZER

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE GRAND-FAILLY
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DE LA CHIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1950 autorisant la création du syndicat intercommunal de défense permanente des riverains de la Chiers ;
VU l'arrêté interpréfectoral des 12 et 19 mars 1996 autorisant la modification des statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers » ;
VU la délibération du conseil municipal de GRAND-FAILLY en date du 18 novembre 2005 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;
VU la délibération en date du 12 décembre 2005 du comité du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers acceptant cette adhésion ;
VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :
CHARENCY VEZIN en date du 13 février 2006,
COLMEY en date du 21 février 2006,
CONS LA GRANDVILLE en date du 11 janvier 2006,
EPIEZ SUR CHIERS en date du 20 février 2006,
HERSERANGE en date du 8 mars 2006,
LEXY en date du 19 janvier 2006,
LONGLAVILLE en date du 13 février 2006,
LONGUYON en date du 10 février 2006,
LONGWY en date du 2 février 2006,
MONTIGNY SUR CHIERS en date du 15 mars 2006,
REHON en date du 25 janvier 2006,
UGNY en date du 17 janvier 2006;
VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 7 avril 2006;
VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 12 avril 2006;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1ER : L'adhésion de la commune de GRAND-FAILLY (Meurthe-et-Moselle), au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers, est autorisée. La commune de GRAND-FAILLY sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

ARTICLE 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY et VERDUN, et le président du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 18 mai 2006
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 4 mai 2006
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Hubert VERNET

